

## HONGRIE

Le PIB par habitant continue de se rapprocher de celui des pays les plus performants, mais l'écart reste très marqué à cause d'un niveau relativement faible de productivité et d'utilisation des ressources en main-d'œuvre.

### Priorités fondées sur des indicateurs

#### Réduire le coin fiscal sur les revenus du travail

Le coin fiscal relativement élevé sur les revenus du travail entrave la création d'emplois. Il tient à l'ampleur des recettes nécessaires pour couvrir de fortes dépenses publiques, mais aussi à l'étroitesse de l'assiette des impôts et des cotisations sociales du fait d'une importante activité économique souterraine.

**Mesures prises :** La cotisation patronale forfaitaire pour l'assurance maladie et d'autres cotisations patronales concernant certaines catégories de travailleurs ont été réduites. L'impôt sur le revenu des personnes physiques a été allégé et des abattements et déductions spéciaux ont été introduits. Néanmoins, le coin fiscal se creusera en 2006 et 2007 en raison des mesures d'accroissement des recettes adoptées pour réduire le large déficit public.

**Recommandations :** Réduire le coin fiscal à moyen terme et financer cette mesure par une baisse des dépenses publiques. Les abattements et déductions spéciaux créent des mécanismes d'incitation trop complexes du point de vue de l'imposition marginale et un abattement universel serait une meilleure solution. Pour atteindre les objectifs de politique familiale, il faudrait mettre en place des mesures moins coûteuses que le dispositif actuel de grande ampleur qui prend la forme de dépenses fiscales et de prestations sociales.

#### Réformer encore le régime d'invalidité

Le régime d'invalidité a fini par bénéficier à une population bien plus nombreuse que celle qui était initialement visée, parce que les conditions d'ouverture des droits ont été trop souples ou n'ont pas été appliquées correctement; d'où un faible taux d'emploi, surtout parmi les travailleurs âgés.

**Mesures prises :** L'évaluation de l'invalidité a été centralisée après une affaire de corruption et de nouvelles directives médicales ont été adoptées.

**Recommandations :** Prendre davantage en compte la capacité résiduelle de travail pour évaluer le taux d'invalidité, et réduire le nombre des titulaires d'une pension d'invalidité en mettant l'accent sur la réadaptation.

#### Améliorer l'efficacité du système éducatif

La proportion de la population d'âge actif ayant reçu une éducation du niveau de l'enseignement supérieur est relativement faible, ce qui limite l'amélioration de la productivité et la diffusion des nouvelles technologies. Mais les taux d'inscription dans l'enseignement supérieur augmentent rapidement, ce qui exige de profonds changements aussi bien dans l'enseignement supérieur que dans l'enseignement secondaire.

**Mesures prises :** Dans l'enseignement supérieur, on a créé de nouveaux cours de trois ans de type licence à orientation plus professionnelle. Dans l'enseignement secondaire, on accorde davantage d'importance aux compétences liées à l'emploi, notamment aux langues, et on met en place un nouveau dispositif d'évaluation des établissements scolaires et des élèves. Parmi les réformes envisagées figure l'introduction de frais de scolarité dans l'enseignement supérieur.

**Recommandations :** Appliquer le régime prévu de frais de scolarité dans le supérieur et poursuivre la réforme des programmes : remédier aux problèmes d'incitation que posent les barèmes de rémunération des enseignants, mais diminuer également le niveau de protection de l'emploi, qui nuit aux possibilités d'action en cas de performance insuffisante et empêche un rajeunissement de la profession.

### Autres grandes priorités

- Accroître l'efficacité des dépenses publiques en allant de l'avant avec les mesures prévues pour responsabiliser davantage l'administration publique et assurer une prestation efficace des services publics à un coût optimal. Au niveau des communes, la coopération pourrait être renforcée en développant la prestation conjointe des services.
- Faire reculer l'économie souterraine en subordonnant le bénéfice des services de santé au paiement de cotisations, en rééquilibrant les prestations sociales de façon qu'elles soient plus favorables à l'emploi et en portant les sanctions à un niveau dissuasif. Reconsidérer le système récemment mis en place de salaire minimum modulé en fonction du niveau d'éducation. Le nouveau système décourage les paiements en liquide, mais nuit à l'efficacité du marché du travail.